



ÉDITORIAL N°67

EUROPE, UKRAINE : OBSTINATION SANS ISSUE

Éric Denécé

Alors que la nouvelle administration américaine et les dirigeants européens s'opposent quant à savoir s'il faut mettre rapidement fin à la guerre d'Ukraine ou poursuivre le soutien à Kiev, il convient de rappeler que les trois acteurs à l'origine de ce conflit qui déchire l'Europe depuis février 2022 sont :

- **Les États-Unis**, par leur volonté d'affaiblir – voire de démembrer – la Russie et d'accaparer ses ressources humaines et matérielles dans la perspective d'une possible confrontation avec la Chine. Depuis la chute de l'URSS, Washington n'a cessé de renier ses engagements vis-à-vis de Moscou, en procédant à une expansion continue de l'OTAN – allant jusqu'à installer ses missiles aux frontières de la Russie (Pologne et Roumanie) –, en sortant des traités de limitation des armements qui avaient permis de réguler la Guerre froide, en armant Kiev et en rejetant avec force tous les propositions d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe proposées par Moscou.

- **L'Ukraine**, dont le régime, rappelons-le, est issu d'un coup d'État antidémocratique organisé et soutenu par l'Occident (2014) et qui a lancé, le 17 février 2022, une opération de vive force pour la reconquête du Donbass, dont les populations russophones s'étaient révoltées face à l'interdiction de leur langue par Kiev et réclamaient une autonomie accrue dans le cadre de l'Ukraine – et non l'indépendance. Ce à quoi le régime de Zelensky et ses milices néonazies ont répondu par le recours à la violence (15 000 morts entre 2014 et 2021). De plus Kiev réclamait son adhésion à l'OTAN en dépit des mises en garde sérieuses et légitimes de Moscou.

- **La Russie**, enfin, qui face à cette situation a d'abord décidé de s'emparer de la Crimée en 2014 (notamment parce que Kiev avait proposé de louer la base de Sébastopol à l'*US Navy*) ; puis n'ayant d'autres moyens de faire respecter ses intérêt de sécurité, Moscou a déclenché son opération militaire spéciale (et non une invasion) pour conduire l'Ukraine à changer de politique, renverser le régime de Zelenski et afin de protéger les population russophones du Donbass, persécutées par Kiev.

Ainsi, en dépit du narratif conçu par les *Spin Doctors* américains et ukrainiens et matraqué par des médias occidentaux aux ordres, les torts sont donc très largement partagés. Et dans ce tableau, l'Europe n'y est pas pour grand-chose. Certes, la France et l'Allemagne sont coupables d'avoir violé les accords de Minsk, avec l'assentiment de Washington. Mais les États de l'Union européenne n'ont fait qu'exécuter la politique américaine en acceptant de soutenir le régime corrompu de Kiev et en se pliant aux directives de l'OTAN.

Pourtant, c'est elle aujourd'hui qui s'obstine à la poursuite de la guerre et à soutenir le régime criminel de Kiev. Criminel car Zelenski et sa clique ont décidé de poursuivre l'envoi au front et à la mort de leurs concitoyens, alors même que l'issue du conflit et d'ores et déjà jouée. Criminel car les membres de ce régime, dont les turpitudes sont bien connues quoi que tues par nos médias (détournement, blanchiment, trafics d'armes, interdiction des partis et médias d'opposition, rafles et arrestations, suspension des élections, mensonges...), profitent très directement du soutien financier de l'Occident pour s'enrichir personnellement. Trump et son équipe l'ont très bien perçu et souhaitent mettre à terme à ce conflit autant qu'à cette comédie pseudo-démocratique et pseudo-héroïque.

Mettre un terme à la guerre

Force est de constater qu'après trois ans de conflit, la situation est dramatique pour les belligérants et leurs soutiens : morts, blessés, émigration massive, destructions des infrastructures, rupture politique et économique Russie/Occident, sanctions, crise énergétique et économique...

Ceux qui ont payé le prix fort sont bien sûr les Ukrainiens des deux camps. Puis suivent les Européens, pour lesquels le coût de cette guerre a été prohibitif, bien qu'ils n'en soient pas à l'origine – mais ils en sont devenus co-responsables par leur soutien inconsidéré à Kiev –, provoquant l'affaiblissement de leur économie et la destruction de leur industrie.

La Russie a également perdu beaucoup d'hommes et ses relations avec ses voisins européens sont devenues antagonistes. Mais sa situation économique n'a pas été altérée par les sanctions, en dépit des faux espoirs de l'Occident, et elle fait preuve d'une résilience remarquable. Le Sud Global ne l'a pas abandonné en dépit des pressions, conscient de la politique inique des Américains et de leurs auxiliaires européens. Au contraire, un ras-le-bol du diktat occidental, caractérisé par son « deux poids, deux mesures », se manifeste de plus en plus explicitement dans le monde. Surtout, les force russes en train de l'emporter militairement sur le terrain et d'atteindre des objectifs que Moscou n'avait jamais envisagé avant cette crise, car la Russie n'a jamais revendiqué le Donbass.

Pour les États-Unis, enfin, c'est un bilan en demi-teinte. Certes, ils ont réussi à provoquer la rupture durable des relations UE/Russie, à reprendre en mains l'OTAN et à vassaliser l'Europe, à affaiblir son statut de concurrent économique et à s'enrichir en lui vendant massivement du GNL en remplacement du gaz russe et des armements.

Mais en réalité, c'est un échec majeur pour la stratégie initiée par les néoconservateurs qui n'a pas atteint son but principal : l'affaiblissement de la Russie. Au contraire, celle-ci apparaît aujourd'hui plus forte qu'au début du conflit et le multilatéralisme prôné par les BRICS semble en voie de remettre en cause l'unilatéralisme américain.

Tout cela est clairement perçu de ceux qui sont capables d'analyser objectivement ce conflit. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait Trump et son équipe qui ont compris que la politique de leurs prédécesseurs ne menait nulle part. D'où leur volonté de mettre un terme rapidement à cette boucherie qui ne sert plus leurs intérêts.

Rappelons qu'une première issue à ce conflit a failli avoir lieu fin avril 2022, six semaines seulement après le déclenchement de l'opération militaire spéciale russe. Kiev et Moscou étaient parvenus à un accord grâce à l'intercession d'Israël et de la Turquie. Mais les néoconservateurs de l'administration Biden s'y sont alors opposés et ont dépêché Boris Johnson à Kiev porter l'ordre de poursuivre la guerre. Cette décision insensée, à laquelle Zelensky s'est rangé sans attendre, les rend sans conteste co-responsables des centaines de milliers de victimes des trois années suivantes.

Illusions européennes et mirages ukrainiens

Il est aujourd'hui urgent de mettre un terme à cet affrontement dont le sort est militairement joué.

Pourtant, l'Europe et ses dirigeants affichent leur détermination à poursuivre leur soutien à Kiev, continuant à affirmer que l'Ukraine n'est qu'une victime et qu'elle doit recouvrer une intégrité territoriale sans véritables fondements historiques, et invoquant la forte probabilité d'une prochaine invasion russe de l'Europe, argument infondé et mensonger construit par l'OTAN.

Tous ces dirigeants qui s'opposent avec bravade à la politique de la nouvelle administration Trump, arguant de l'imprescriptible indépendance de l'Europe, et qui clament aujourd'hui en chœur que le Vieux continent ne saurait être le vassal des États-Unis, omettent ou veulent faire oublier le fait qu'ils ont été les exécutants obséquieux de la stratégie des néoconservateurs de l'équipe Biden depuis 2021. Mais ils n'en sont pas à une contradiction près.

Pourquoi s'obstinent-ils ? Plusieurs hypothèses existent : soit par idéologie, étant acquis aux idées néoconservatrices d'outre-Atlantique ; soit parce qu'ils veulent profiter de cette crise pour faire de l'UE un État fédéral dirigé par Bruxelles, en plaçant les peuples devant le fait accompli ; soit encore par intérêt personnel ; ou simplement par bêtise, ainsi qu'Edgar Quinet en soupçonnait certains politiques dès 1865 :

« Nous rejetons trop souvent sur le compte de la trahison et de la perfidie ce qui appartient à la sottise. Les historiens ne font pas jouer à celle-ci le grand rôle qui lui appartient dans les choses humaines. Est-ce faute de l'entrevoir ? Est-ce sot orgueil qui consent à se reconnaître criminel plutôt que dupe ? On aime mieux la trahison et le crime, parce qu'ils font de l'homme un sujet plus tragique, et qu'ils le haussent au moins sur l'échafaud.

Pour moi, je lui ai vu moins de grandeur de mon temps. J'ai vu dans les grandes affaires tant de déraison, une obstination si invétérée à s'aveugler, une volonté si absolue de se perdre, un amour si passionné, si instinctif du faux, une horreur

si enracinée de l'évidence, et, pour tout dire, une si grande, si miraculeuse sottise, que je suis, au contraire, disposé à croire qu'elle explique la plupart des cas litigieux, et que la perfidie, la trahison, le crime, ne font que l'exception¹ ».

L'obstination des dirigeants européens est d'autant plus funeste que les trois années écoulées ont montré que ce conflit était dévastateur pour l'économie européenne et que ses États membres étaient incapables d'assurer eux-mêmes leur sécurité comme de soutenir efficacement l'Ukraine en matière d'armements.

*

Ce conflit prendra fin prochainement, avec ou sans la participation de l'Europe. L'administration Trump a déjà entamé des discussions avec la Russie, signe qu'il s'agissait bien d'une guerre américano-russe par Ukrainiens, OTAN et Européens interposés. Le nouvel hôte de la Maison-Blanche a déjà annoncé que l'Ukraine ne rentrerait pas dans l'OTAN et, à la suite de sa rencontre houleuse avec Zelensky à la Maison Blanche, il envisage sérieusement de suspendre le soutien financier et militaire à Kiev. Les États-Unis ont fait volte-face, ce à quoi leur politique pragmatique de défense de leurs intérêts nous a habitués depuis longtemps. Seuls les naïfs ou ceux qui méconnaissent l'histoire sont surpris. Après avoir entraîné Ukrainiens et européens dans le conflit, ils les abandonnent et valident une forme de victoire russe.

Soyons lucides : l'Ukraine ne récupérera pas la Crimée ni le Donbass. Souhaitons qu'elle n'intègre pas l'Union européenne, ce qui reviendrait à déstabiliser et à criminaliser davantage nos économies, déjà considérablement affaiblies par ce conflit. Seule la paix, la reconstruction du pays et sa neutralité sont des solutions réalistes. C'est la fin de la partie pour Zelensky. Mais ce dernier et ses complices européens ne l'ont pas encore compris.

Éric Denécé
Mars 2025

¹ Edgar Quinet, *La Révolution* (tome 2, 1865), Belin, Paris, réédition de 1987, Livre XXIV, pp. 1030 à 1033.